



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



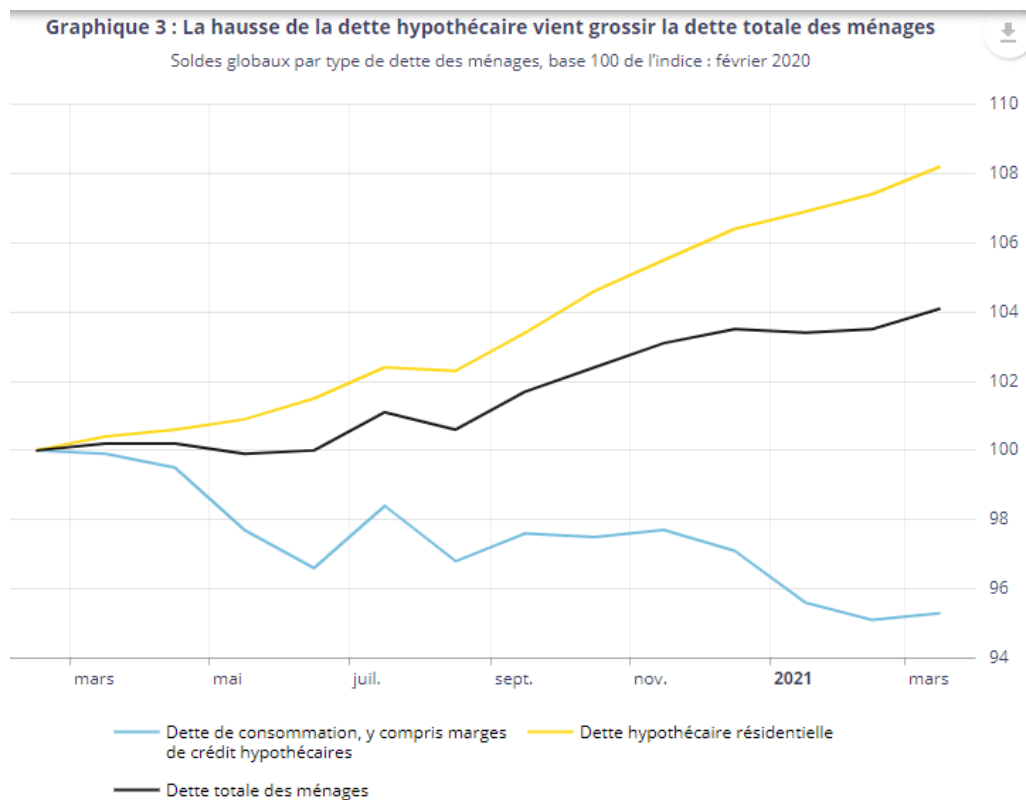
BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CANADA

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

D'OTTAWA ET DE MONTREAL

Mai 2021

En bref : inquiétudes de la Banque du Canada quant au niveau de dettes des ménages canadiens



La Banque centrale canadienne (*Bank of Canada*) a publié le 17 mai sa revue annuelle du système financier canadien (*Financial System Review – 2021*). Si la Banque témoigne de la bonne résilience globale du système financier canadien, elle relève toutefois une hausse de la dette totale des ménages, notamment entretenue par la hausse soutenue de la dette hypothécaire résidentielle (cf. graphique ci-dessus) depuis le début de l'année 2020. La Banque souligne par ailleurs que la qualité des nouveaux prêts hypothécaires (mesurée par le ratio de prêt au revenu) s'est détériorée durant la pandémie.

Économie et politiques sectorielles

1 Santé

- ▶ Poursuite de la campagne de vaccination
- ▶ Investissement de 200 M CAD (134 M€) du gouvernement fédéral pour une usine de vaccins

2 Politiques économiques et commerciales

- ▶ Deux rapports du Directeur parlementaire du budget sur le budget fédéral 2021/2022
- ▶ Les Etats-Unis demandent la constitution d'un panel pour le règlement du différend avec le Canada sur les produits laitiers
- ▶ Le secteur du bois ravive les tensions commerciales entre les Etats-Unis et le Canada

3 Transports et infrastructures

- ▶ Ferroviaire : aide de 12 Md CAD (8 Md€) du gouvernement fédéral pour le métro de Toronto
- ▶ Construction de 2 nouveaux brise-glaces pour la garde côtière

4 Audiovisuel

- ▶ Le gouvernement canadien augmente son soutien à l'industrie audiovisuelle

5 Environnement et énergie

- ▶ Négociations autour de l'oléoduc Ligne 5 entre le Canada et les Etats-Unis
- ▶ La Banque du Canada alerte sur une mauvaise valorisation des actifs intensifs en carbone
- ▶ Premières émissions d'obligations vertes par la Caisse de Dépôts et de Placements du Québec (CDPQ)
- ▶ Investissement du gouvernement canadien pour la transition énergétique des bâtiments
- ▶ Réaction canadienne au rapport de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE)

6 Matières premières

- ▶ Forte hausse du prix du cuivre

7 Innovation

- ▶ Signature d'un accord de partenariat entre le Centre National de Recherches du Canada (CNRC) et Bpifrance
- ▶ Deux fonds lancés par la Banque de développement du Canada (BDC)

Entreprises

1 Ressources naturelles - Energie

- ▶ Conflit entre la compagnie minière Centerra et le Kirghizistan

2 Aéronautique

- ▶ Premier vol Air France Paris-Montréal utilisant du bio-carburant

3 Télécoms

- ▶ La fusion entre Shaw et Rogers en bonne voie après son approbation par les actionnaires de Shaw

4 Transports et infrastructures

- ▶ L'offre de Canadien National Railway (CN) privilégiée par la Kansas City Southern
- ▶ Un nouveau *Falcon* annoncé par Dassault
- ▶ Un contrat pour 60 nouveaux tramways accordé à Alstom

5 Agriculture / Agroalimentaire

- ▶ Fleury-Michon en négociation pour vendre sa filiale canadienne
- ▶ Bel développe sa gamme végétale au Canada et aux Etats-Unis

6 Numérique / Tech

- ▶ Conclusion d'un partenariat entre Facebook et des médias canadiens
- ▶ Nette accélération des opérations capitalistiques au 1^{er} trimestre 2021
- ▶ Le service français d'information en continu Cafeyn lancé au Canada

Évènements

- ▶ 2 juin : webinaire « Hydrogène – Focus Canada et ses provinces du Québec et de l'Alberta », organisé par le Medef International
- ▶ 3 juin : webinaire « Une empreinte durable, au-delà des énergies renouvelables » avec la CCI française à Montréal et Boralex
- ▶ 9 juin : événement « *Wine & Gastronomy* » organisé par Best of France
- ▶ 10-11 juin : « Vous implanter au Canada », webinaire organisé par Business France
- ▶ 16 juin : webinaire autour de la digitalisation du secteur bancaire organisé par la Chambre de commerce franco-ontarienne (FCCCO)

Économie et politiques sectorielles

1 Santé

Poursuite de la campagne de vaccination

La campagne de vaccination du Canada s'accélère, avec plus de 350 000 doses administrées chaque jour. Au total, plus de 55 % des Canadiens ont reçu une première dose. Dans la majorité du pays, l'ensemble de la population est éligible à la vaccination, dont les 12-17 ans. L'intensification des livraisons des vaccins permet au Comité Consultatif National de l'Immunisation (CCNI) de recommander l'ouverture de la deuxième dose de vaccination le plus rapidement au plus grand nombre, alors que certaines provinces dont le Québec et l'Ontario proposent déjà des créneaux pour la seconde dose.

Investissement de 200 M CAD (134 M€) du gouvernement fédéral pour une usine de vaccins

Le gouvernement fédéral a annoncé le 19 mai un investissement de 200 M CAD (134 M€) pour l'entreprise Resilience Biotechnologies, située à Mississauga (ON) afin d'aider à la construction d'une usine de production de vaccins. Cette extension de site de production devrait permettre la création de 500 emplois, tandis que l'entreprise estime qu'elle permettra de produire entre 112 et 640 millions de doses de vaccins mRNA chaque année.

2 Politiques économiques et commerciales

Deux rapports du Directeur parlementaire du budget sur le budget fédéral 2021/2022

Dans un rapport publié début mai, le Directeur parlementaire du Budget (DPB) estime que le gouvernement fédéral a sous-évalué le déficit annuel d'environ 5,6 Md CAD (3,8 Md€) annuellement pour les six prochaines années. Dans ce rapport, le bureau du DPB souligne que le gouvernement aurait sous-estimé

le coût de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et surestimé les retombées économiques liées au plan de relance de 100 Md CAD (67 Md€), notamment en raison de la confusion entre les nouvelles mesures de relance et des dépenses déjà prévues. Par ailleurs, un autre rapport du DPB publié à la fin du mois revient sur le projet de taxe sur les services numériques mis en avant par le gouvernement fédéral, soulignant que cette taxe pourrait, à l'inverse, rapporter plus que ce qui était présenté par le gouvernement à l'occasion du budget 2021/2022. En effet, le DPB estime que la mise en place de la taxe prévue par le gouvernement fédéral (3% pour les entreprises dont les revenus globaux dépassent 750 M CAD/500 M€, dont 20 M CAD/13,5 M€ au Canada) pourrait rapporter 4,23 Md CAD (2,87 Md€) sur 5 ans, contre 3,4 Md CAD (2,3 Md€) initialement prévus par le gouvernement.

Les Etats-Unis demandent la constitution d'un panel pour le règlement du différend avec le Canada sur les produits laitiers

Les Etats-Unis, dans le cadre de l'organe de règlement des différends prévu par l'accord de libre-échange ACEUM (Canada, Etats-Unis et Mexique), ont demandé la constitution d'un panel visant à faciliter la résolution du conflit commercial qui les oppose au Canada sur les conditions tarifaires de la filière laitière. Les Etats-Unis reprochent en effet au Canada de favoriser leur industrie, notamment au profit des transformateurs canadiens, à qui sont alloués 80% des quotas d'importations. Cette demande de constitution d'un panel d'expert, qui fait suite à la demande de consultations de décembre 2020, est la première dans le cadre de l'ACEUM, entré en vigueur en juillet 2020 pour succéder à l'ALENA.

Le secteur du bois ravive les tensions commerciales entre les Etats-Unis et le Canada

Le département du Commerce américain envisagerait une forte hausse des droits de douanes imposés aux producteurs canadiens de bois d'œuvre résineux, qui passeraient de 8,99% à 18,32%, à peine plus de 6 mois après la baisse de ces derniers de 20,23% à 8,99%. La mise en application de cette mesure n'interviendrait toutefois pas avant six mois, sous réserve de sa

confirmation à l'occasion d'une évaluation supplémentaire. Peu après cette annonce, la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Mary Ng, a rappelé que les États-Unis étaient dépendants de ces importations de bois en provenance du Canada, notamment dans le secteur de la construction, et que l'application de ces droits de douanes entraîneraient un surcoût pour le consommateur américain, tout en précisant qu'elle continuerait à « contester ces droits de douane injustifiés et préjudiciables par tous les moyens possibles », via l'OMC ou l'Accord de Libre-échange Canada-États-Unis-Mexique. Ce différend commercial entre les États-Unis et le Canada intervient par ailleurs au moment où le prix du bois atteint un niveau très élevé. Une forte hausse des prix, observée depuis près d'un an, qui s'explique à la fois par les contraintes s'exerçant sur l'offre, notamment en Colombie-Britannique (40% de la production nationale), mais également par le dynamisme de la demande, après avoir connu un coup d'arrêt significatif au début de la pandémie.

3 Transports et infrastructures

Ferroviaire : aide de 12 Md CAD (8 Md€) du gouvernement fédéral pour le métro de Toronto

Le gouvernement fédéral a investi 12 Md CAD (8 Md€) dans 5 projets de transport en commun (région du Grand Toronto et Hamilton) y compris dans la ligne controversée Ontario Line, l'un des projets les plus importants prévu pour 2029-2030. Un projet de transport en commun rapide à Hamilton qui avait été mis de côté bénéficie également de ce financement. Les gouvernements fédéral et provincial ont partagé les coûts des projets qui s'élèvent au total à 28,5 Md CAD (19,3 Md€).

Construction de 2 nouveaux brise-glaces pour la garde côtière

Dans le cadre du plan de stratégie navale fédérale, le chantier naval de Vancouver (Seaspan Shipyards) s'était vu confier la construction du brise-glace John G. Diefenbaker (estimée à 1,3 Md CAD/880 M€ en 2013), avant que le projet ne soit retiré par le gouvernement

Trudeau en août 2019. Le 6 mai dernier, le gouvernement fédéral a finalement annoncé la construction de 2 nouveaux brise-glaces polaires, l'un au sein du chantier naval de Vancouver (Seaspan), et l'autre au sein du chantier naval de Lévis (Chantier Davie), au Québec. Ces nouvelles constructions devraient permettre la création de près de 2 500 emplois; la mise en service des navires n'est pas attendue avant 2030.

4 Audiovisuel

Le gouvernement canadien augmente son soutien à l'industrie audiovisuelle

Le ministre du Patrimoine, Steven Guilbeault, a annoncé le 21 mai une augmentation de 49 M CAD (33,4 M€) de l'enveloppe accordée au Fonds d'indemnisation à court-terme (FICT) pour les productions audiovisuelles canadiennes. La capacité de couverture du Fonds atteindra ainsi 149 M CAD (101,5 M€) jusqu'en mars 2022. Le gouvernement canadien souligne que cette augmentation de l'enveloppe du FITC permettra de maintenir le rythme de tournage et de production durant le printemps et l'été, les saisons les plus actives dans le secteur.

5 Environnement et énergie

Négociations autour de l'oléoduc Ligne 5 entre le Canada et les États-Unis

L'exploitation de l'oléoduc Ligne 5, exploité par Enbridge qui traverse la frontière canado-américaine dans la région des Grands Lacs, fait l'objet d'un conflit. La gouverneure démocrate du Michigan Gretchen Whitmer a pris la décision de retirer le permis d'exploitation et avait donné jusqu'au 12 mai à Enbridge pour cesser son exploitation. Cependant, la société canadienne Enbridge refuse d'obtempérer, s'appuyant sur le traité signé entre le Canada et les États-Unis, en 1977, qui interdit les mesures ayant pour but d'entraver de l'acheminement d'hydrocarbures en transit. Enbridge et l'État du Michigan sont actuellement en pourparlers devant le tribunal fédéral américain et les Canadiens multiplient les échanges

avec les autorités fédérales américaines pour la poursuite des opérations. L'oléoduc, reliant le Michigan à Sarna (Ontario), est en service depuis plus de 70 ans. Le Québec, l'Ontario mais aussi des États américains dont le Michigan dépendent fortement de cette ligne pour leur approvisionnement en énergie.

La Banque du Canada alerte sur une mauvaise valorisation des actifs intensifs en carbone

À l'occasion de la publication de sa *Revue du Système financier* annuelle, la Banque centrale a souligné la persistance de problèmes de valorisation dans les secteurs et industries intensives en carbone, notamment en raison d'une mauvaise évaluation des risques climatiques liés aux investissements dans ces industries. Outre les pertes que ces problèmes de valorisation pourraient engendrer pour les investisseurs, la Banque relève également qu'une mauvaise valorisation dans les secteurs intensifs en carbone freine la migration progressive des investissements vers des secteurs plus durables. Cette prise de position de la Banque du Canada intervient par ailleurs dans un contexte général d'adaptation du modèle financier, afin d'aligner autant que possible ses objectifs avec ceux d'une économie moins consommatrice de carbone. Le classement vert des banques centrales a notamment placé la Banque du Canada 11^{ème} du G20. Le gouverneur actuel, Tiff Macklem, reconnaît que le changement climatique constitue une menace pour la stabilité financière mais aucune mesure efficace n'a été encore prise pour rendre le système financier plus écologique : le renouvellement du mandat de la banque par le gouvernement fédéral pourrait constituer une occasion d'évoluer en ce sens. Le gouvernement fédéral a récemment annoncé la création d'un Conseil d'action pour le financement durable. Depuis l'Accord de Paris, les 5 grandes banques canadiennes ont financé plus de 726 Md CAD (492 Md€) dans les combustibles fossiles.

Premières émissions d'obligations vertes par la Caisse de Dépôts et de Placements du Québec (CDPQ)

Le principal fonds de pension québécois a annoncé le 18 mai l'émission d'obligations vertes (« *green bonds* »)

pour un montant d'environ 1 Md USD (816 M€). L'émission de ces obligations vise à accélérer le fléchage des investissements de la CDPQ vers des secteurs plus durables, afin d'aider au financement de la transition économique du pays. La CDPQ a par ailleurs reçu le concours du Crédit Agricole (CA-CIB, branche d'investissement du groupe bancaire français), qui agit en tant que banque conseil et a également participé à la structuration des produits obligataires.

Investissement du gouvernement canadien pour la transition énergétique des bâtiments

Le premier ministre Justin Trudeau a lancé aujourd'hui la nouvelle Subvention canadienne pour des maisons plus vertes, qui aidera jusqu'à 700 000 propriétaires canadiens à améliorer l'efficacité énergétique de leur maison et à réduire leurs factures d'énergie grâce à un investissement de 2,6 Md CAD sur sept ans (1,75 Md€). Les propriétaires pourront recevoir des subventions pouvant atteindre 5 000 CAD (3 400 €) pour effectuer des rénovations écoénergétiques au sein de leur résidence principale, et jusqu'à 600 CAD (400 €) pour les aider à payer les évaluations de l'efficacité énergétique de leur maison. Les travaux de rénovation et de mise à niveau admissibles comprennent le remplacement des portes et des fenêtres, l'ajout de matériaux d'isolation, le colmatage des fuites d'air, l'amélioration des systèmes de chauffage et de climatisation, telle qu'à l'aide d'une thermopompe, et l'achat de systèmes d'énergie renouvelable comme les panneaux solaires.

Réaction canadienne au rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Dans un rapport publié en vue de la COP26, l'AIE évalue la nécessité de n'avoir plus aucun « nouveau » projet d'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon partout dans le monde afin d'atteindre l'objectif « zéro émission nette » de GES d'ici 2050. Ce scénario nécessiterait de réduire la production et la consommation de pétrole de 75% et de charbon de 90% par rapport à aujourd'hui. L'éolien, le solaire, l'hydrogène, le nucléaire et la bioénergie sont les pistes à développer mais certaines de ces technologies sont contestées (déchets nucléaires et utilisation de terres

cultivables pour la production énergétique). Pour rappel, le Canada est le 4ème pays producteur mondial de pétrole et on estime que son exploitation d'hydrocarbures augmentera de 30% d'ici 20 ans, alors même qu'il vient de s'engager à réduire les émissions de GES de 40% en 9 ans. Une diminution aussi drastique de l'exploration et de l'exploitation du pétrole et du gaz serait un choc pour l'économie canadienne, en particulier pour l'Alberta, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador.

6 Matières premières

Forte hausse du prix du cuivre

Le prix du cuivre a établi un nouveau record le 10 mai 2021, atteignant 4,90 USD (4€) pour une once, dépassant le précédent record établi en 2011 (4,50 USD/once). Cette tendance haussière s'explique en grande partie par la reprise chinoise (la Chine étant le principal consommateur de cuivre mondial), mais également par des incertitudes sur l'offre, ainsi que par les politiques monétaires accommodantes menées dans la plupart des pays. La pandémie de Covid-19 avait entraîné une forte baisse du prix des métaux en 2020, toutefois ceux-ci ont largement rattrapé leur niveau pré-pandémie, laissant les observateurs inquiets quant à un cycle inflationniste dont le prix des métaux serait un signe annonciateur.

7 Innovation

Signature d'un accord de partenariat entre le Centre National de Recherches du Canada (CNRC) et Bpifrance

Le Centre National de Recherches du Canada a signé le 19 mai un accord de partenariat (*Memorandum of Understanding*) avec Bpifrance, renouvelant ainsi une entente longue de plus de 20 ans, qui vise à promouvoir et soutenir financièrement des projets de R&D entre entreprises françaises et canadiennes.

Deux fonds lancés par la Banque de développement du Canada (BDC)

La Banque de développement du Canada (BDC) a annoncé le 5 mai 2021 la création d'un nouveau fonds d'investissement destiné à favoriser les investissements dans les « technologies profondes » (*Deep Tech*), c'est-à-dire dans des secteurs utilisant des technologies complexes et nécessitant de larges investissements financiers, techniques et humains : technologies quantiques, photoniques, intelligence artificielle, etc. Ce nouveau fonds, doté d'une première enveloppe de 200 M CAD (135 M€), aura pour objectif de contribuer à l'émergence de start-ups innovantes dans l'écosystème « tech » canadien. Quelques jours plus tard, la BDC a confirmé la création d'un second fonds doté de 250 M CAD (169 M€), destiné spécifiquement aux entreprises de taille moyenne, faisant suite à une première initiative lancée en 2017 qui a déjà permis de soutenir 18 entreprises canadiennes.

Entreprises

1 Ressources naturelles - Energie

Conflit entre la compagnie minière Centerra et le Kirghizistan

La compagnie minière Centerra, dont le siège social se trouve à Toronto, voit ses activités au Kirghizistan compromises par les autorités locales. En effet, le parlement kirghize a approuvé début mai une loi permettant au gouvernement de saisir les actifs de certaines compagnies minières étrangères en raison de « problèmes de sécurité ». La mine de Kumtor, exploitée par la compagnie canadienne Centerra, est notamment visée par cette nouvelle loi. Par ailleurs, le gouvernement kirghize réclame des arriérés fiscaux à l'entreprise canadienne, pour un montant d'environ 170 M USD (148 M€). Depuis l'annonce de ce conflit entre Centerra et le gouvernement kirghize, la valeur de l'action de l'entreprise canadienne a connu une baisse de 30%. Centerra a par ailleurs indiqué qu'elle

allait se tourner vers un arbitrage international afin de régler ce conflit.

2 Aéronautique

Premier vol Air France Paris-Montréal utilisant du bio-carburant

Le 18 mai, le vol AF 342 a rejoint l'aéroport Montréal-Pierre Elliott Trudeau en provenance de Paris-CDG en utilisant en partie un carburant aérien durable (SAF) produit par l'entreprise Total. Ce carburant, notamment issu de la réutilisation d'huile de cuisson, est ensuite mélangé au kérosène et a permis d'économiser environ 20 tonnes de Co2 par rapport aux émissions d'un vol classique. Pour rappel, la France s'est engagée à utiliser 1% de carburant aérien durable dès 2022, tandis que l'Union européenne a fixé un objectif de 2% d'ici 2025, puis 5% en 2030. Après la crise sanitaire, le secteur aérospatial mondial s'adapte pour un avenir décarboné : la transformation s'oriente premièrement vers l'utilisation de carburants alternatifs qui sont 5 fois plus chers que du kérosène mais compatibles avec les engins existants. A long terme, le monde de l'aviation considère les opportunités liées à la propulsion à l'hydrogène et à l'électricité (particulièrement le Québec qui aimerait tirer profit de son hydroélectricité abondante). De plus, Air France annonce le renouvellement d'une partie de sa flotte qui permettra une réduction des émissions de 20 à 25%.

3 Télécoms

La fusion entre Shaw et Rogers en bonne voie après son approbation par les actionnaires de Shaw

La société albertaine Shaw Communications a annoncé le 20 mai l'approbation (à 99,8%) par ses actionnaires de la fusion avec l'opérateur pancanadien Rogers, leader sur le marché des télécoms canadien. Pour rappel, le rachat de Shaw par Rogers, pour un montant de 20,4 Md CAD (13,9 Md€), devrait intervenir dans les prochains mois ; cette fusion reste toutefois suspendue à l'examen du régulateur des

télécoms ainsi que du bureau de la concurrence, en raison de l'impact négatif sur la concurrence qu'elle pourrait entraîner, alors que le gouvernement canadien a fait de la baisse des prix des abonnements l'un de ses objectifs principaux dans le secteur.

4 Transports et infrastructures

L'offre de Canadien National Railway (CN) privilégiée par la Kansas City Southern

Le conseil d'administration de la compagnie ferroviaire américaine Kansas City Southern a annoncé avoir privilégié l'offre de rachat de la compagnie canadienne Canadian National Railway (CN) pour un montant total de 30 Md CAD (20 Md€). Il s'agira d'opération de rachat la plus importante dans le secteur ferroviaire américain depuis plus de 20 ans. Pour rappel, la compagnie CN était engagée dans une compétition avec l'autre principale compagnie ferroviaire canadienne (Canadian Pacific Railway, CP) pour le rachat de la compagnie américaine, qui opère au sud-ouest des États-Unis et dispose également de réseaux au Mexique. Toutefois, CN devra encore convaincre le régulateur ferroviaire américain (*Surface Transportation Board*), dont l'approbation est nécessaire à la finalisation du rachat.

Un nouveau Falcon annoncé par Dassault

Dassault a annoncé d'ici fin 2025 l'arrivée du nouveau Falcon, un appareil à très long rayon d'action qui rivalise avec le Global 7500 de Bombardier. Bombardier connaît actuellement une solidité de ses activités de vente et des tendances positives du marché, avec un chiffre d'affaires de 1,3 Md USD au 1er trimestre. Après s'être limité aux avions d'affaire, il mise actuellement sur 3 produits : le Challenger, le Global et le service après-vente. Il se fixe des objectifs importants dont celui de réaliser des économies de 400 millions d'ici 2023.

Un contrat pour 60 nouveaux tramways accordé à Alstom

Le gouvernement de l'Ontario a annoncé le 12 mai la commande de 60 tramways supplémentaires auprès de l'entreprise française Alstom pour la métropole de

Toronto. Le coût de cet investissement, estimé à 568 M CAD (358 M€) sera pris en charge conjointement par le gouvernement fédéral, la province et la municipalité torontoise. Les tramways seront construits au sein de l'usine d'Alstom, située à Thunder Bay (Ontario), et devraient être livrés d'ici 2023. L'usine est l'un des principaux employeurs privés de la région de Thunder Bay. Alstom a par ailleurs vu un de ses concurrents européens, Siemens Mobility, arriver sur le marché canadien en faisant l'acquisition de RailTerm.

5 Agriculture / Agroalimentaire

Fleury-Michon en négociation pour vendre sa filiale canadienne

L'entreprise a annoncé être en négociation pour vendre la filiale Fleury Michon America (FMA) à une entreprise nord-américaine dont le nom n'a pas encore été révélé. La filiale fait partie du groupe Fleury Michon depuis 2006 et est implantée au Québec. Elle fournit notamment des repas préparés à l'industrie du transport aérien. La vente pourrait être conclue dans les prochains mois. Fleury Michon maintient ses ambitions de développement dans la restauration dans le secteur aérien, mais elles seront principalement portées par leur filiale MARFO aux Pays-Bas.

Bel développe sa gamme végétale au Canada et aux États-Unis

L'entreprise a développé une gamme végétale pour trois de ses plus grands succès, le Boursin, le Babybel et La Vache qui Rit. Ces nouveaux produits, fabriqués à partir de matières grasses issues de la noix de coco ou du colza et de légumineuses, ont été lancés récemment au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne. Le groupe Bel souhaite développer son offre *vegan* afin de répondre à une demande croissante d'alternative aux protéines animales. Ainsi, après avoir acquis en juin dernier 80 % des parts de All In Foods, un fabricant français de produits à base de plantes, l'entreprise lance maintenant sa marque Nurishh qui sera dédiée aux produits 100% végétaux.

6 Numérique / Tech

Conclusion d'un partenariat entre Facebook et des médias canadiens

L'entreprise américaine a annoncé le 25 mai de nouveaux partenariats avec 14 médias et fournisseurs de contenus canadiens, afin d'offrir à ces médias canadiens de la visibilité sur la plateforme et une rétribution. Cette initiative intervient dans un contexte de défiance des médias nationaux vis-à-vis de la plateforme américaine, à laquelle il est parfois reproché d'utiliser les actualités de certains médias sans les compenser financièrement. Les médias canadiens participant à l'opération sont : blogTO, Canada's National Observer, The Coast, La coopérative nationale de l'information indépendante, Daily Hive, Le Devoir, Discourse Media, FP Newspapers, Narcity, The Narwhal, SaltWire Network, The Sprawl, The Tyee et Village Media.

Nette accélération des opérations capitalistiques au 1^{er} trimestre 2021

La Canadian Venture Capital & Private Equity Association (CVCA) soulignait récemment que le premier trimestre 2021 avait vu une nette augmentation des opérations capitalistiques, avec pas moins de 2,7 Md CAD (1,8 Md€) levés au cours de cette période, contre seulement 830 M CAD (561M€) à la même période l'année précédente. L'écosystème startup canadien connaît un développement rapide, avec pas moins de 7 nouvelles « licornes » (Tenstorrent, Wealthsimple, etc.) et huit levées de fonds supérieures à 100 M CAD (67M€) depuis le début d'année, dont la dernière enregistrée par la startup torontoise Ada Support, spécialisée dans les services de messagerie automatisée (« chatbot »).

NB : on parle ici de « licorne » pour les sociétés dont la valorisation dépasse 1 Md USD (820 M€).

Le service français d'information en continu Cafeyn lancé au Canada

Pionnier sur le marché de l'information en continu, le groupe Cafeyn, qui emploie plus de 180 personnes, avec des bureaux dans 5 pays, offre à plus de 1,5 million d'utilisateurs la possibilité de lire leurs journaux

et magazines dans une seule application performante et en plusieurs langues. Après la France, le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas et l'Italie, l'entreprise a annoncé le 27 mai son lancement au Canada et l'ajout

de nouveaux titres internationaux. Cafeyn a aussi annoncé un nouveau partenariat d'envergure avec l'opérateur TELUS, un fournisseur télécoms de premier plan au Canada.

Évènements

2 juin : séminaire « Hydrogène – Focus Canada et ses provinces du Québec et de l'Alberta », organisé par le Medef International

La « *Task Force Hydrogène* » du Medef International et France Hydrogène organisent un séminaire autour des enjeux liés à l'hydrogène au Canada, et plus spécifiquement dans les provinces du Québec et de l'Alberta. Les participants seront invités à approfondir la stratégie nationale canadienne pour le développement de l'hydrogène, à étudier le cadre d'opération pour les activités liées à l'hydrogène et à échanger avec l'écosystème local. Les informations sont disponibles [ici](#).

3 juin : séminaire « Une empreinte durable, au-delà des énergies renouvelables » avec la CCI française à Montréal et Boralex

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'Environnement, le président de Boralex Patrick Decostre vient présenter les priorités environnementales, sociales et de gouvernance de Boralex, l'un des chefs de file du secteur des énergies renouvelables au Canada. Les informations utiles pour l'inscription sont disponibles [ici](#).

9 juin : événement « Wine & Gastronomy » organisé par Best of France

Cet événement est une première qui vise à apprendre, rencontrer et créer un réseau avec des entreprises françaises et canadiennes qui cherchent à se connecter dans les secteurs du vin et de l'agro-alimentaire. Plus de 100 professionnels, exposants, acheteurs et experts du vin et de l'alimentation seront présents. L'opportunité sera donnée de se connecter par chat, par vidéo et d'apprendre avec des conférences comme celle-ci :

- Les opportunités de marché pour les aliments d'origine végétale en France et au Canada par Florence Dusseaux (Vegg2food)
- L'héritage de COVID-19 : Leçons, stratégies et nouvelles opportunités par Dr. Sylvain Charlebois (Agri-Food Analytics Lab at Dalhousie)
- Quelles sont les tendances du vin au Canada ? par Pascal Madevon

Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

10-11 juin : « Vous implanter au Canada », séminaire organisé par Business France

Business France organise une série de panels consacrés aux problématiques liées à une implantation au Canada, aux perspectives de développement commercial sur le marché canadien et sur la relance de l'activité commerciale dans le pays après la crise liée au Covid-19. L'événement sera notamment introduit par l'Ambassadrice de France au Canada, Kareen Rispal (jeudi 10 juin à 14h, ET). Le deuxième jour sera orienté vers la formation avec la possibilité pour les participants de suivre plusieurs « *masterclasses* » animées par des experts. Toutes les informations sont à retrouver [ici](#).

16 juin : séminaire autour de la digitalisation du secteur bancaire organisé par la Chambre de commerce franco-ontarienne (FCCCO)

Dans le cadre de ses rendez-vous mensuels (CXO Rendez-vous), la FCCCO reçoit Rizwan Khalfan, responsable des paiements et services digitaux au sein de la banque Toronto-Dominion (TD Bank). Les informations sont disponibles [ici](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international